

Article 29 du Règlement

M. Mazankowski: J'ai dit que nous les avons réduits. Ils s'élevaient à 7,70 \$ quand nous avons pris le pouvoir. Ils sont d'environ six dollars actuellement et nous verrons ce qui se produira.

M. Foster: Ils montent.

M. Mazankowski: Nous devons nous conformer à la loi adoptée par le parti libéral.

M. Axworthy: Vous êtes le gouvernement, modifiez-la, agissez comme un gouvernement.

M. Mazankowski: Nous avons supprimé les taux de fret pour une période de deux ans, comme nous l'avions promis. Nous encourageons la diversification et l'élargissement de la base économique. Nous encourageons aussi les progrès en agriculture, la recherche et développement, les projets de démonstration, le labourage minimum, la conservation des sols et de nouvelles techniques de gestion des sols. Ce sont toutes des choses qui font vraiment partie de nos efforts pour stabiliser, élargir et diversifier la base économique de l'Ouest, en particulier la base agricole.

• (2250)

En ce qui concerne l'appui direct, monsieur le Président, c'est environ 3,5 milliards qui iront au secteur agricole, cette année, et surtout dans l'ouest du Canada. C'est une augmentation de 58 p. 100 par rapport à l'an dernier. Les revenus agricoles nets réalisés, l'an dernier, en 1986, étaient de 20 p. 100 supérieurs à ceux de 1985. Avec l'aide, les prévisions pour 1987 indiquent qu'ils seront à peu près les mêmes. En fait le budget de l'*Alberta Wheat Pool* fixe les revenus agricoles nets réalisés à 788 millions pour 1986, soit une augmentation de 45 p. 100 par rapport à 1985. Statistique Canada prévoit qu'en 1987 les revenus agricoles de la Saskatchewan seront 34 p. 100 plus élevés que l'an dernier. Comme je l'ai dit, le revenu pour l'Alberta sera à peu près le même. Le graphique qui figurait avec le programme spécial canadien pour les grains montre qu'avec le versement spécial d'un milliard, les recettes agricoles de 1987 seront à peu près les mêmes qu'en 1986.

M. Mayer: C'est exact.

M. Mazankowski: Ce n'est peut-être pas quelque chose dont on peut se glorifier, mais ce n'est pas la situation catastrophique que certains députés d'en face nous décrivent.

Que faisons-nous d'autre? Le ministre de l'Agriculture travaille en étroite collaboration avec les groupes agricoles et continuera à le faire. Je constate une fois de plus que les députés d'en face suggèrent unilatéralement ce que nous devrions faire, sans aucune consultation avec les agriculteurs. Nous estimons que de telles consultations font partie du succès et permettront de sauver cette industrie et de travailler avec elle.

Je pourrais poursuivre encore. Je viens de recevoir aujourd'hui une lettre de l'Association canadienne des éleveurs de bovins qui m'apprend que nous lui avons fait économiser quelque 100 millions de dollars en réduisant les importations de boeuf subventionné en provenance de la CEE.

M. Foster: Vous avez battu en retraite dans ce dossier.

M. Mazankowski: Nous avons pris un certain nombre de mesures.

Nous devons placer cette situation dans une juste perspective. Le gouvernement actuel a hérité de taux d'intérêt paralysants, d'un fort taux de chômage, d'une dette écrasante, d'un immense déficit et d'une économie mal en point.

M. Blackburn (Brant): Cela ne prend plus, Don.

M. Mazankowski: En 1983, les revenus agricoles nets n'avaient jamais été si minces en 45 ans, soit depuis 1938, et ils étaient en baisse de 48 p. 100 depuis 1981. En 1979—l'année de notre court séjour au pouvoir—il y a eu 125 faillites agricoles. En 1983, ce nombre était passé à 488, et à 551 en 1984, mais depuis cette année-là, les faillites agricoles ont diminué...

M. Foster: N'oubliez pas qu'elles étaient assujetties à votre moratoire.

M. Mazankowski: ... de 8 p. 100, passant de 508 à 440. On rit de l'autre côté.

M. Axworthy: Vous êtes comique.

M. Mazankowski: C'est parce que nous nous sommes attaqués à la racine du problème. Les députés de l'opposition trouvent cela drôle.

M. Axworthy: On a enregistré 837 demandes uniquement au cours de ce mois-ci.

M. Mazankowski: Nous continuerons de fonder tambour battant en matière de prix et de ventes pour maintenir et accroître notre part du marché. Nous soutiendrons nos agriculteurs sur le front international. Nous continuerons de les aider à réduire les prix de revient. Nous demeurerons à leur disposition pour leur permettre de diversifier et d'élargir notre base économique agricole. Nous maintiendrons notre aide agricole directe que les députés de l'opposition en face condamnent. Notre but ultime est de ramener l'ordre et la saine gestion sur la scène internationale. Nous poursuivrons nos efforts à l'échelle internationale sous l'impulsion du premier ministre, avec le concours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, du ministre chargé de la Commission canadienne du blé, de la ministre du Commerce extérieur et du ministre de l'Agriculture.

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, il convient de signaler que les seules fois où nous discutons de l'agriculture au Canada, c'est lorsque les députés de l'opposition demandent des débats d'urgence et des débats spéciaux sur l'agriculture.

M. Mayer: Quelles foutaises!

M. Riis: Nous attendons tous les mois, tous les ans, que la Chambre débattenne une nouvelle politique, de nouveaux projets de loi visant à aider les agriculteurs, les producteurs de denrées alimentaires. Je ne me rappelle pas quand la Chambre a consacré deux ou trois jours à débattre d'un projet de loi sur l'agriculture. Les seuls débats ont lieu, comme ce soir, quand l'opposition demande au Président si, à son avis, les agriculteurs ne traversent pas une crise et si l'urgence de la situation n'exige pas un débat spécial.